RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MARNE - 3ᵉ CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1967

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

CHERS CONCITOYENS,



Aymard de COURSON

Inspecteur des Finances
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre du Mérite
Croix de Guerre (3 étoiles)
Médaillé de la Résistance
Médaillé de la Jeunesse et des Sports
Maire de Vanault-les-Dames
Conseiller-Général



Michel MÉNARD

Commerçant
Ancien Adjoint au Maire de Châlons
Chevalier du Mérite Social

DANS LA STABILITÉ

La stabilité et la continuité, donc le Gouvernement de Législature, sont essentiels à la vie du pays. C'est l'objectif majeur du Centre Démocrate.

Or, il est manifeste que la majorité actuelle, déjà divisée entre six ou sept tendances, est incapable de l'assurer dès que le Général ne lui imposera plus sa lourde discipline.

Le Centre Démocrate ne cherchera pas à se cantonner dans une opposition stérile, comme ses adversaires essaient de le faire croire.

Il admet les Institutions dans ses grandes lignes. Respectueux de la volonté populaire, il reconnait l'élection du Président de la République. Il souhaite collaborer au sein d'un gouvernement de législature, et avec le Président de la République, à condition que les options fondamentales qui constituent sa raison d'être soient admises et respectées.

Dès lors, et du jour où la majorité actuelle est condamnée à se disloquer, le Centre Démocrate constitue la seule perspective de continuité et de stabilité de l'Etat.

UNE POLITIQUE NOUVELLE

En dépit des affirmations officielles, la France prend, sur presque tous les plans, un retard de plus en plus grand par rapport aux autres pays de la Communauté Européenne.

HUIT ANNÉES DE POUVOIR SANS PARTAGE N'ONT PAS RÉSOLU LES GRANDS PROBLEMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. L'emploi est menacé, la crise du logement s'aggrave. Nous manquons d'hôpitaux, de centres de formation, de laboratoires, de personnel de recherche, d'équipements collectifs : écoles, routes, téléphone, etc. L'avenir n'est pas assuré pour les jeunes et les personnes agées sont sacrifiées.

C'est la conséquence inévitable d'une politique nationaliste de prestige qui prélève pour la dépense publique près de 45 % de la valeur de la production nationale et qui dilapide près de 40 % des sommes ainsi obtenues pour les dépenses improductives ou stériles.

C'EST L'AVENIR DU PAYS QUI EST AUJOURD'HUI EN CAUSE.
C'EST POURQUOI NOUS VOUS PROPOSONS :

DANS LE DOMAINE FINANCIER ET FISCAL :

Une réduction sévère des dépenses improductives que permettrait une européanisation de l'aide aux pays sous développés, de la recherche atomique et de la défense. Les économies ainsi réalisées seraient reportées sur des dépenses économiquement productives et socialement indispensables.

Une limitation des débudgétisations permettant aux collectivités locales de trouver du crédit.

Une détaxation systématique des investissements agricoles et industriels, un aménagement de l'impôt sur le revenu, la suppression de la taxe complémentaire.

Un crédit mieux adapté au logement, à l'artisanat, au commerce.

En matière économique :

La hausse du niveau de vie par l'aménagement fiscal précité, par la suppression des abattements de zone et, surtout, par l'expansion économique.

Uue politique de prix agricoles rentables, basée sur l'application effective du Marché Commun.

Une relance de l'économie par l'investissement privé et par des plans de grands travaux publics, tout spécialement dans les domaines du logement, de l'équipement éducatif et de la recherche scientifique.

Une expansion régionale généralisée et non limitée aux métropoles, grâce à l'équipement systématique des campagnes et des villes secondaires et grâce à une décentralisation effective de l'administration et de l'industrie

Dans le secteur social :

L'expansion continue du niveau de vie recherchée par l'investissement public et privé doit être complétée :

Par un régime des salaires permettant aux salariés de profiter de la prospérité des entreprises ;

Par une collaboration professionnelle fructueuse entre les syndicats et les employeurs dans le respect des libertés syndicales ;

Par la suppression des abattements de zone et un réajustement de l'allocation logement qui conditionne une politique du logement dans l'immédiat ;

Par une réforme de la Sécurité Sociale donnant plus de justice entre les régimes, l'Etat respectant les textes et versant son dû ;

Par un régime plus généreux d'aide à la famille, à la vieillesse, aux victimes de la Guerre et du Travail ;

Par l'amnistie, la recherche des disparus, l'indemnisation des rapatriés.

Une politique d'indépendance dans une dimension nouvelle : l'EUROPE

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance Seule, l'Europe Unie peut constituer un ensemble à l'échelle mondiale. L'Europe doit être une communauté de peuples égaux acceptant les institutions communes. L'Europe, enfin unie, gage de sécurité, sera dans l'organisation du monde libre le partenaire égal des Etats-Unis.

Avec l'accord de tous les Français,

Nous voulons rétablir un véritable dialogue, condition même de la démocratie, entre tous les élus, les forces vives de la nation. Tous les citoyens ont le droit et le devoir de participer à la construction de la France de demain, qui ne doit pas être laissée à une minorité de technocrates, mais contrôlée et dirigée par les représentants du pays.

Votre vote engage la République pour cinq ans.

Nous vous proposons de la construire ensemble : Démocratique - Sociale - Européenne...

Votez, faites voter : **Aymard de COURSON**

Candidat

Michel MÉNARD

Suppléant

CENTRE DÉMOCRATE

IMP. PAQUEZ - CHALONS

Vu : le Candidat